

## Education: Blanquer s'inscrit dans la durée avec, au programme, une rentrée délicate

Paris, 7 juil. 2020 (AFP) -

Après trois ans de réformes menées tambour battant, qui lui ont aliéné une partie du corps enseignant, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, reconduit à son poste avec un périmètre élargi, va devoir gérer une rentrée délicate.

Son nom a circulé un temps pour le ministère de l'Intérieur mais il conserve finalement le même portefeuille (Education et Jeunesse), gagnant au passage la tutelle des Sports.

Sauf accident de parcours, il "a désormais toutes les chances de battre un record de longévité à son poste", observe l'historien de l'éducation Claude Lelièvre.

Il avait d'ailleurs pris la tête de ce ministère il y a trois ans avec l'ambition assumée d'y rester le plus longtemps possible.

A son arrivée rue de Grenelle, cet ancien professeur de droit public connaît déjà de l'intérieur cette gigantesque machine qu'est l'Education nationale pour y avoir été numéro deux, sous un ministre de droite, Luc Chatel (2010-2012).

De nombreuses "unes" dans la presse en font alors le "chouchou de la classe", un "atout réformateur", et même un "vice-président".

Il enchaîne les réformes: réduction des effectifs en CP et CE1 des écoles défavorisées -une promesse de campagne d'Emmanuel Macron -, retour à la semaine de 4 jours, école obligatoire à trois ans...

Plus récemment, après le "mal-être" exprimé par les directeurs d'école, des mesures sont prises pour alléger leur tâche.

Jean-Michel Blanquer a vite donné des gages aux nostalgiques d'une école à l'ancienne (en prônant une dictée quotidienne ou en réhabilitant les chorales) mais affiche toujours comme priorité le primaire et la réduction des inégalités scolaires, et défend un pilotage basé sur les sciences et les évaluations.

Sa réforme du bac a eu du mal à passer et fait descendre des milliers d'enseignants dans la rue. Elle s'est soldée l'an dernier par une grève inédite des correcteurs.

Malgré des signes d'apaisement à la rentrée dernière, "les rapports sont aujourd'hui extrêmement tendus avec la profession, qui a l'impression d'être toujours mise devant le fait accompli", résume Stéphane Crochet, secrétaire général du SE Unsa, syndicat considéré comme réformiste.

- Un "fossé" -

Pendant la crise du coronavirus, confronté à une situation inédite - la fermeture de toutes les écoles du pays - il est plusieurs fois recadré ou démenti par le couple exécutif.

Mais pas désavoué pour autant puisqu'Emmanuel Macron vient de le conforter dans sa fonction. "Pour nous, c'est le signe que le chef de l'Etat fait une croix sur le vote enseignant en 2022", analyse Sophie Vénétiay, du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire.

La prochaine rentrée s'annonce particulièrement ardue pour Jean-Michel Blanquer. D'un point de vue sanitaire d'abord car nul ne sait comment l'épidémie de coronavirus va évoluer. Une circulaire de rentrée, attendue dans les prochains jours, doit détailler différents scénarios.

D'un point de vue pédagogique ensuite: "comment fait-on pour rattraper une année qui a été si compliquée ?", s'interroge Mme Vénétiay.

Le ministre a d'ores et déjà promis un plan "ultravolontariste" pour septembre, avec des évaluations dans tous les niveaux, de façon à pouvoir déclencher si nécessaire de l'aide personnalisée.

"Ce ne sont pas d'évaluations dont nous aurons besoin mais de plus de moyens horaires et humains, alors qu'on risque d'avoir davantage d'élèves en difficulté", estime Jean-Rémi Girard, du Snalc, syndicat du secondaire.

D'autres chantiers attendent le ministre. La réforme du bac, qui a connu quelques ajustements, a encore de nombreux détracteurs.



Celle des retraites, potentiellement bientôt de nouveau sur la table, inquiète particulièrement les enseignants qui redoutent d'en être les grands perdants.

Les organisations syndicales évoquent un "fossé" qui s'est creusé avec le ministre et un niveau de "crispation" extrêmement élevé.

M. Blanquer a affirmé à plusieurs reprises vouloir oeuvrer à une revalorisation salariale des profs, qu'il faut "mieux payer". Sur ce point, les syndicats sont d'accord avec lui et attendent avec impatience une reprise des négociations.

ito/blb/nm

Afp le 07 juil. 20 à 17 26.